



LES GRANDS PRINCIPES DU SERVICE PUBLIC DE LA JUSTICE

1 Le principe hiérarchique

- Ce principe s'applique au ministère public : chaque membre du parquet doit obéir à son supérieur au sein du parquet.
- Cependant, il existe 2 limites à ce principe hiérarchique :
 - **Article 41 du Code de procédure pénale** : le procureur de la République peut poursuivre l'exercice de l'action public sans l'ordre de ses supérieurs
 - **Article 33 du Code de procédure pénale** : les procureurs ne sont tenus à l'obéissance des ordres supérieurs que dans leurs conclusions écrites, à l'oral, lors des audiences, ils peuvent développer des arguments différents selon leurs convictions personnelles.

2 Le principe d'indépendance

L'indépendance des magistrats de l'ordre judiciaire :

- Les magistrats du siège sont indépendants à l'égard du gouvernement.
- Les magistrats du parquet (procureurs) sont des agents du pouvoir exécutif auprès des tribunaux. Ils sont placés sous la direction et le pouvoir hiérarchique du garde des Sceaux (article 5 de l'ordonnance du 22/12/1958)
- L'indépendance des magistrats de l'ordre judiciaire est assurée par un organe indépendant : le **conseil supérieur de la magistrature** (CSM)
 - Il veille à assurer le suivi de la carrière des magistrats ainsi que la mise en oeuvre de la discipline et des éventuelles sanctions.
 - Il est divisé en 2 formations : une pour les magistrats du siège et une pour les magistrats du parquet. Chaque formation est composée de 15 membres (7 magistrats et 8 personnalités non magistrats).

L'indépendance des magistrats de l'ordre administratif :

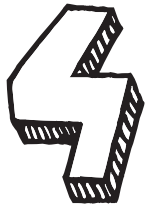
- Il n'y a pas de texte protégeant l'indépendance des conseillers d'Etat.
- Cependant, le prestige de cette juridiction confère à ses membres une sorte **d'immovibilité** que le gouvernement ne remet pas en cause.
- Il existe, en outre, un décret relatif aux régimes disciplinaires des conseillers d'Etat.
- Pour les magistrats des tribunaux administratifs ou des Cours administratives d'appel, leur indépendance est protégée par une loi du 8 janvier 1986, qui a créé un **Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des Cours administratives d'appel**.

3 Le principe d'impartialité

- C'est un droit garanti aux justiciables par l'article 6 de la CEDH.
- L'impartialité permet l'égalité des citoyens devant la loi, qui est un principe à valeur constitutionnelle. C'est aussi un élément permettant la confiance des citoyens en la justice, comme l'indépendance.



LES GRANDS PRINCIPES DU SERVICE PUBLIC DE LA JUSTICE



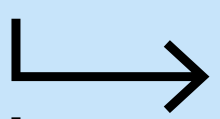
Le principe de collégialité

- La collégialité, ici, c'est le fait qu'une affaire soit jugée par plusieurs juges siégeant et délibérant ensemble (généralement au nombre de 3).
- La collégialité n'est ni un droit pour le justiciable, ni une obligation pour le procès. Le Conseil constitutionnel n'a pas reconnu de valeur constitutionnelle à ce principe mais l'a qualifié de mode d'organisation des juridictions françaises.



Le principe d'égalité

- Ce principe signifie que toute personne a une égale vocation à être jugée par les mêmes juridictions et selon les mêmes règles, sans la moindre discrimination.
 - Article 6 de la DDHC : tous les citoyens sont égaux devant la loi.
 - **Décision du Conseil constitutionnel du 23/07/1975** : en fait un principe à valeur constitutionnelle.
- Ce principe est d'**application générale**, c'est-à-dire qu'il s'applique aux citoyens français mais aussi, aux étrangers ou apatrides se trouvant sur le territoire français.
- Il est reconnu au plan international via l'article 14 §1 du Pacte international de New-York du 19/10/1966.



Nul ne peut être jugé par une juridiction spécialement créée pour son cas.



Les règles de procédure doivent être les mêmes pour tous les justiciables.



Les justiciables doivent être soumis par les juridictions aux mêmes règles de droit.



Le principe de gratuité

- Ce principe signifie que les justiciables ne paient pas les juges : les juges sont des fonctionnaires payés par l'Etat. Le fait d'accéder à une juridiction est gratuit, selon l'*article L.111-2* du Code de l'organisation judiciaire.
- Mais, la justice a un coût qui est pris en charge en partie par la collectivité sous forme d'impôt.
- Cependant, certains frais sont mis partiellement ou totalement à la charge des parties : ce sont les **dépens** (= certains frais engendrés par le procès).
- Ils sont précisés à l'*article 695* du Code de procédure civile et selon l'*article 696* du même Code, c'est la partie perdante qui doit payer les dépens.
- L'**aide juridique** permet d'assurer ce principe de gratuité. C'est une institution permettant à des personnes démunies de ressources suffisantes d'être dispensées d'avoir à payer les frais et les honoraires des auxiliaires de justice (qui ne sont pas des dépens) dont le concours est nécessaire.



LES GRANDS PRINCIPES DU SERVICE PUBLIC DE LA JUSTICE

7

Le principe de permanence (ou de continuité)

- Ce principe signifie que la justice est rendue sans interruption, de manière continue. C'est le principe de continuité du service public.
- Cependant, il y a des juridictions qui fonctionnent par **session**, et qui sont donc des exceptions à ce principe :
 - La Cour d'assises
 - Le tribunal paritaire des baux ruraux
 - le tribunal des affaires de la Sécurité sociale.
- Ce principe de permanence n'est, en outre, **pas absolu** : en effet, les tribunaux sont fermés les dimanches et jours fériés. Mais, en cas d'urgence, il est possible de saisir le juge des référés.

8

Le principe de publicité

- Le principe, tout d'abord, c'est la **publicité des débats** devant toutes les juridictions pénales, civiles et administratives. C'est le système des "journées portes ouvertes" : tout citoyen peut assister aux audiences. Ce principe de publicité des débats est consacré à l'article 22 du Code de procédure civile et à l'article 6 §1 de la CEDH.
 - Cependant, si l'intérêt d'un mineur est en cause, pour un procès lié à la vie privée (divorce) ou lié à la sécurité nationale, l'audience peut se tenir à huis clos.

- Le principe de publicité s'applique aussi à la **publication des jugements**. Le dispositif du jugement peut dans certains cas être lu à voix haute lors d'une audience publique mais, la plupart sont écrits et peuvent être consultés par tous au greffe du tribunal.

9

La responsabilité

- **Déni de justice** : c'est le fait pour un juge de refuser de juger un litige. Cet acte est interdit par la loi à l'article 4 du Code civil et pénalement répréhensible selon les *articles* 434-7-1 et 434-44 du Code pénal.
- La loi du 5 juillet 1972 prévoit qu'en cas de **faute lourde** commise dans le cadre d'un procès, l'Etat est tenu de réparer les dommages engendrés.
- De plus, la révision constitutionnelle de 2008 donne la possibilité à tout justiciable de saisir le CSM s'il estime que le comportement d'un magistrat est constitutif d'une **faute disciplinaire**.
- De même, les personnes placées injustement en détention provisoire disposent d'un **droit automatique à réparation**.